

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
Cité administrative  
10 rue Amiral Courbet  
65017 Tarbes

Tarbes, le 15/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**TARMAC Aérosave SAS**

l'Aérodrome-Aéroport TLP  
65380 Azereix

Références : 2024-0363-DP  
Code AIOT : 0006805749

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2024 dans l'établissement TARMAC Aérosave SAS implanté l'aérodrome 65380 Azereix. L'inspection a été annoncée le 24/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection est réalisée dans le cadre des suites données à la visite d'inspection du 21 novembre 2023, l'objectif étant de constater la satisfaction complète des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 août 2021.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TARMAC Aérosave SAS
- l'aérodrome 65380 Azereix

- Code AIOT : 0006805749
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TARMAC AEROSAVE a développé sur le territoire des communes d'Azereix et d'Ossun et dans la zone Aéroportuaire de Tarbes-Lourdes-Pyrénées, un procédé industriel de déconstruction d'avions associé à des activités de stockage et de maintenance d'aéronefs. Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral du 12 juin 2007 complété par plusieurs arrêtés complémentaires dont l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2020 relatif à l'extension du site.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Prévention du risque de pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Défense extérieure contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 9.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	APMD - Respect des valeurs limites d'émissions des rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 17/08/2021, article 2	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure
2	Réseaux de collecte des effluents liquides et modalités de traitement	Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 4.2	Sans objet
5	Caractéristiques des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 5	Sans objet
6	Paramètres de surveillance eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 6.2.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
8	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Du fait des constats établis lors de la présente visite d'inspection du 09 juillet 2024, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 août 2021 et l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 26 décembre 2023 cessent de produire effet.

L'exploitant doit mener des actions correctives sur les thématiques suivantes :

- prévention du risque de pollution accidentelle ;
- défense extérieure contre l'incendie.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : APMD - Respect des valeurs limites d'émissions des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/08/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société TARMAC AEROSAVE, pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire des communes d'Azereix et d'Ossun, est mise en demeure de respecter, d'ici le 31 décembre 2022, les valeurs limites fixées à l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juillet 2020 pour le point de rejet N°1. La mise en conformité se fera par la mise en place d'un traitement complémentaire qui se fera en plusieurs étapes : - phase 1 d'une durée de 2 mois sur septembre-octobre 2021 : caractérisation précise des rejets -phase 2 d'une durée de 1 mois sur novembre 2021 : analyse de la faisabilité technique de différentes solutions -phase 3 d'une durée de 5 mois (jusqu'à fin avril 2022) : programmation, réalisation et validation des solutions par un projet pilote -phase 4 jusqu'à décembre 2022 : dimensionnement, conception et réalisation de l'installation industrielle</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les travaux suivants ont été réalisés et mis en service le 07 février 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• augmentation du débit d'alimentation du charbon actif ;</li> <li>• augmentation de la capacité de traitement du charbon actif ;</li> <li>• ajout d'un filtre automatique en amont du charbon actif afin de garantir un débit d'alimentation constant ;</li> <li>• ajout d'une vanne de prélèvement en aval du charbon actif afin d'effectuer le suivi de la qualité des rejets et de la saturation du charbon ;</li> <li>• asservissement de la sortie du charbon actif au niveau d'effluent présent dans la cuve d'alimentation afin d'assurer une boucle de maintien en eau du charbon actif en période sèche.</li> </ul>

<p>Le rapport d'analyse du 27 février 2024 du laboratoire SGS Environmental Analytics France a été consulté. Ce dernier fait état de résultats conformes aux valeurs limites d'émission.</p> <p>Les résultats des analyses du 23 avril 2024 ont été consulté sur l'outil GIDAF. Ces derniers sont conformes aux valeurs limites d'émission.</p> <p><b>Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 août 2021 sont respectées.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

## N° 2 : Réseaux de collecte des effluents liquides et modalités de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseaux de collecte
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Bassin versant P1, P2 et P3 : il s'agit des eaux des aires de stationnement des parkings P1, P2 et P3 où sont également réalisées des opérations de maintenance légères. Ces eaux pluviales, susceptibles d'être polluées, notamment par des fuites de kérosènes et d'huiles, sont collectées par une cunette, traitées entre chaque « branche de stockage d'aéronef » enherbée via un débourbeur séparateur d'hydrocarbures puis infiltrées par drains à plus de 2 mètres de profondeur. Chaque dispositif d'infiltration est constitué d'une zone d'infiltration enterrée de 500 m<sup>2</sup>. Les débourbeurs-déshuileurs font l'objet d'une inspection mensuelle, d'une vidange annuelle et d'un curage annuel des drains en aval. Ces éléments sont intégrés dans la procédure de suivi. Les débourbeurs-déshuileurs des zones P1, P2 et P3 devront être modifiés soit pour permettre un rejet en surface sur une zone végétalisée soit pour un traitement différent permettant d'éviter l'infiltration en profondeur s'apparentant à des puisards et interdit conformément à l'alinéa 3 du présent article 4.2.. L'exploitant réalisera dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique et réalisera les aménagements nécessaires sous 1 an à compter de la transmission de l'étude.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les travaux suivants ont été réalisés et mis en service le 14 mars 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• confection d'une noue d'infiltration des eaux au Nord du site ;</li> <li>• confection de nouveaux réseaux de collecte au droit de chacun des parkings ;</li> <li>• confection d'un réseau de collecte général, auquel sont connectés les réseaux unitaires des parkings, alimentant la noue d'infiltration ;</li> <li>• suppression des séparateurs d'hydrocarbures DB1, DB2, DB3 et des points de rejet n° 2, 3 et 4.</li> </ul> <p>Le plan de recollement des ouvrages a été consulté ainsi que le rapport relatif à l'inspection caméra des réseaux d'eaux pluviales.</p> <p>L'aménagement du point de rejet et de la noue d'infiltration ont été constatés au cours de la visite d'inspection.</p> <p><b>Lors des futures modifications de l'arrêté préfectoral, l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2020 sera mis à jour.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Prévention du risque de pollution accidentelle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risque de pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.</p> <p>Notamment, il dispose d'aires de stockage et de manutention imperméabilisées et de bassins de confinement des eaux d'extinction incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• pour la zone TARMAc 1 avec auvents et bureaux, un bassin de 1200 m<sup>3</sup> et fossé collecteur de 130 m<sup>3</sup> doté d'une vanne d'obturation aval, soit au total une capacité utile de 1330 m<sup>3</sup> susceptible de recueillir également les eaux d'extinction issues de l'aire de déconstruction des aéronefs et de l'aire de vidange des réservoirs de kérosène des aéronefs.</li></ul> <p>Dans le cas d'un incendie sur site, l'alimentation électrique des pompes est coupée, permettant au bassin tampon de jouer son rôle de bassin de confinement. La procédure interne précise que les pompes de relevage ne peuvent être remises en fonctionnement qu'après contrôle des bassins. La procédure en cas d'incendie est mise à jour avec ces éléments.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la précédente visite d'inspection du 21 novembre 2023, il avait été demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• de justifier que la capacité de rétention disponible est suffisante ;</li><li>• de transmettre la procédure incendie ;</li><li>• de mettre en place une vanne d'isolement en amont de la nouvelle noue d'infiltration.</li></ul> <p>Les travaux suivants ont été réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• création d'une surverse au niveau du bassin de confinement ;</li><li>• mise en place d'une canalisation entre la surverse et l'aire de tri.</li></ul> <p>La réalisation de relevés topographiques a permis de statuer sur le volume de rétention disponible. La création d'une surverse depuis le bassin de confinement jusqu'à l'aire de tri crée un volume de rétention de 559 m<sup>3</sup>.</p> <p>Le volume de rétention nécessaire est de 842 m<sup>3</sup>. De ce fait, il manque un volume de rétention de 283 m<sup>3</sup>. L'exploitant prévoit d'étanchéifier le pied du talus présent au droit de l'aire de tri, sur une hauteur de 20 cm afin d'augmenter la capacité de rétention de l'aire de tri.</p> <p>La procédure incendie a été consultée et fera l'objet d'un exercice incendie.</p> <p>La mise en place de la vanne d'isolement est prévue pour l'été 2024. Une procédure interne prévoit le curage des terres souillées en cas d'incendie, dans l'attente de la mise en place de la vanne d'isolement.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit :</p>

- transmettre les éléments justificatifs concernant la création d'un muret d'une hauteur de 20 cm permettant d'étanchéifier le pied du talus situé au droit de l'aire de tri ;
- justifier du volume de rétention disponible après la mise en place du muret précité ;
- transmettre le compte-rendu de l'exercice incendie ;
- transmettre les éléments justificatifs concernant la mise en place d'une vanne d'isolement en amont de la nouvelle noue d'infiltration.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 4 : Défense extérieure contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 9.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Défense extérieure contre l'incendie

##### Prescription contrôlée :

[...]L'exploitant définit en concertation avec le SDIS, les modalités d'implantation d'une réserve d'émulseur (mise à disposition d'une réserve minimale de 500 litres) mise à la disposition des services de secours et d'incendie. Cette disposition peut le cas échéant faire l'objet d'un accord de mise à disposition passé avec le service chargé de la protection incendie de la zone aéroportuaire. Dans ce cas, une copie de cet accord est adressée au service d'inspection. Au moins un exercice incendie est effectué tous les trois ans avec le SDIS. Le compte-rendu de cet exercice, établi par l'exploitant, est adressé à l'inspection ainsi qu'au SDIS avec tous les éléments et propositions d'amélioration découlant du retour d'expérience notamment lié à l'exercice.

##### Constats :

Lors de la précédente visite d'inspection du 21 novembre 2023, il avait été demandé à l'exploitant de prendre contact avec le SDIS 65, afin de programmer un exercice incendie et définir les modalités d'implantation de la réserve d'émulseur.

Les comptes-rendus des réunions avec le SDIS 65 du 09 janvier 2024 et du 20 février 2024 ont été consultés.

Un exercice incendie et une réunion sont prévus courant automne 2024.

##### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- transmettre les éléments justificatifs relatifs à la mise en place de la réserve d'émulseurs ou transmettre une copie de l'accord passé avec le service chargé de la protection incendie de la zone aéroportuaire ;
- transmettre le compte-rendu de l'exercice incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 5 : Caractéristiques des points de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions ci-dessous viennent se substituer à celles énoncées à l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juillet 2020. Chaque point de rejet doit être aménagé de manière à permettre aisément et suivant les normes en vigueur, la mise en place de matériels permettant la prise d'échantillons d'eau en vue d'analyses. Le site Tarmac comprend 5 points de rejets canalisés et un point de rejet intermédiaire : <ul style="list-style-type: none"><li>• rejet n°1 : point de rejet "aval roseaux" ;</li><li>• rejet n°2 : point de rejet DB1 : au niveau du parking P1 ;</li><li>• rejet n°3 : point de rejet DB2 : au niveau du parking P2 ;</li><li>• rejet n°4 : point de rejet DB3 : au niveau du parking P3 ;</li><li>• rejet n°5 : point de rejet en aval du débourbeur-déshuileur du bâtiment L2 ;</li><li>• rejet n°6 : point de rejet intermédiaire en aval du débourbeur-déshuileur de la plateforme provisoire de démantèlement et stockage d'aéronefs Tarmac 3.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Les points de rejet n° 2, 3 et 4 ont été supprimés dans le cadre des travaux réalisés sur les réseaux de collecte des parkings P1, P2 et P3. Le point de rejet n° 5 a été supprimé dans le cadre des travaux de reprise des réseaux d'eaux pluviales du bâtiment L2.  <b>L'article 5 de l'arrêté préfectoral du 1er avril 2021 sera modifié dans le cadre des prochaines modifications de l'arrêté préfectoral. Le cadre GIDAF est dès à présent mis à jour.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Paramètres de surveillance eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi de la qualité des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, à minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres suivants. Cette périodicité peut être revue après avis préalable de l'inspection. Des paramètres pourront également être rajoutés en cas d'anomalie constatée ou demande de l'inspection. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Paramètres : <ul style="list-style-type: none"><li>• Niveau NGF de la nappe</li><li>• Conductivité</li></ul>

- pH
- Température in situ
- Tributylphosphate
- HCT
- Dichloroéthylène-1,1
- Dichloroéthylène-1,2
- Trichloroéthylène
- Tétrachloroéthylène
- Trichloroéthane-1,1,1
- Chlorures de vinyle
- Al et ses composés
- Cd
- Cu
- Zn
- Cr
- COHV
- BTEX (somme)
- HAP 16
- Chlorures
- Nitrates
- Ammonium

Les résultats d'analyses assortis des observations de la SAS TARMAC sont adressés à l'inspection des installations classées à l'issue de chaque campagne de contrôles et au plus tard un mois et demi après les prélèvements de terrain, via l'application GIDAF.

[...]

#### Constats :

Le rapport de synthèse annuel, en date du 29 mars 2024, sur le suivi des eaux souterraines a été consulté.

En 2022, le réseau de suivi a été modifié dans le cadre des travaux d'extension au Nord-Est. Un piézomètre a été supprimé en aval du site (Pz2) et a été remplacé par deux piézomètres en aval (Pz6 et Pz3-Pyr).

Le rapport de synthèse précité ne fait pas état de dépassement des valeurs réglementaires.

L'exploitant sollicite la modification de l'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2020 afin d'intégrer une liste précise des COHV à analyser.

**L'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2020 sera modifié lors des prochaines modifications de l'arrêté préfectoral.** Les COHV à analyser sont les suivants :

- tétrachloroéthylène
- trichloroéthylène
- 1,1-dichloroéthène
- cis-1,2-dichloroéthène
- trans-1,2-dichloroéthylène
- chlorure de vinyle
- 1,1,1-trichloroéthane
- 1,2-dichloroéthane
- tétrachlorométhane
- chloroforme
- dichlorométhane

- 1,2-dichloropropane
- trans-1,3-dichloropropène
- cis-1,3-dichloropropène
- bromoforme
- hexachlorobutadiène.

Le cadre GIDAF est dès à présent mis à jour afin d'intégrer les deux nouveaux piézomètres (Pz6 et Pz3-Pyr) et supprimer le piézomètre Pz2.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Liste des substances PFAS

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

##### **Constats :**

Le rapport du bureau d'études ANTEA, du 04 juillet 2024, relatif à l'identification des PFAS a été consulté.

L'établissement TARMAC AEROSAVE a établi la liste des substances PFAS utilisés, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que les substances PFAS produites par dégradation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Réalisation des campagnes d'analyse

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

##### **Constats :**

La première campagne de prélèvement a été réalisée le 04 juillet 2024. Les deux campagnes

suivantes sont prévues les 02 septembre 2024 et 10 octobre 2024.

Les prélèvements sont effectués sur deux points de rejet.

L'exploitant doit transmettre les résultats des campagnes d'analyse, via l'outil GIDAF, au plus tard le dernier jour du mois suivant la réalisation des prélèvements.

**Type de suites proposées :** Sans suite